

Face à toutes les attaques, face à l'austérité, il est urgent de préparer le blocage de l'économie

Le gouvernement et le patronat ne cessent de s'attaquer aux droits des travailleurs qu'ils viennent du public, comme du privé, qu'ils soient retraités ou précarisés.

Les annonces de ces dernières semaines voulant imposer une nouvelle politique de rigueur + + + + font suite aux attaques portées sur les travailleurs ces dernières années sur nos droits et nos acquis.

Le gouvernement reste sourd aux travailleurs qui revendiquent de pouvoir vivre dignement de leur travail et qui exigent des moyens supplémentaires pour les services publics républicains avec une protection sociale collective de haut niveau.

Face à toutes ces attaques, nous refusons de voir notre modèle social être transformé en profondeur comme l'a déclaré le ministre de l'Économie, confirmé par le Premier Ministre et le Président de la République.

Jeux Olympiques et paralympiques ou pas, il ne peut y avoir de trêve dans nos revendications, face aux agressions sociales du gouvernement et du patronat.

Il est donc urgent de réunir les travailleurs dans les entreprises et les administrations pour organiser le blocage de l'économie si le gouvernement ne revient pas sur ses intentions destructrices de nos droits et de nos acquis !



**Ensemble, préparons le rapport de force,
y compris par la grève Interprofessionnelle et
le blocage de l'économie
jusqu'à satisfaction des revendications.**

NON à l'austérité ! Non aux politiques de rigueurs !

- ⇒ Stop à la casse de l'emploi public et privé !
- ⇒ Stop à la casse des services publics ! Pour la création de postes et plus de moyens dans toutes les administrations et les entreprises publiques !
- ⇒ Pour une protection sociale collective basée sur les besoins des assurés sociaux !
- ⇒ Pour la préservation de nos libertés individuelles et collectives et contre toute attaque sur le droit de grève !
- ⇒ Pour une meilleure répartition des richesses produites !
- ⇒ Pour l'augmentation immédiate des salaires, du point d'indice, des retraites et pensions et des minima sociaux !

Non à la régression sociale généralisée !

En prenant le prétexte de la réduction publique pour revenir au plus vite en dessous des 3% de la dette publique, les pouvoirs publics projettent **une nouvelle cure d'austérité avec 10 Milliards d'économie budgétaire en 2024 et 20 Milliards en 2025.**

Les coupes porteraient alors sur les politiques de l'emploi **en s'attaquant à la formation professionnelle, à l'apprentissage, à l'assurance maladie, à l'assurance chômage, aux trois versants de la Fonction Publique d'Etat, hospitalière et territoriale,...**

Alors que la classe ouvrière de ce pays **subit au quotidien l'inflation souvent fabriquée de toute pièce**, le gouvernement **refuse d'augmenter les salaires, le point d'indice, les retraites et pensions et les minima sociaux**, qui **permettraient** aux salariés du privé, aux 5,7 millions d'agents de la Fonction Publique, aux retraités et aux plus précaires de vivre décemment et de relancer la croissance.

Les cadeaux aux entreprises se multiplient sans contreparties en termes de maintien de l'emploi et de partage des richesses produites, les dividendes aux actionnaires explosent.

Pourtant de l'argent il y en a pour les plus riches, pour les actionnaires !

Une nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage est annoncée alors que les allocataires ont déjà perdu 50 % de durée d'indemnisation avec les 3 dernières contre réformes. C'est aussi **l'Allocation Spécifique de Solidarité qui va être suppri-**

mée, risquant de jeter ainsi des millions de personnes au RSA qui lui aussi a été réformé instaurant un conditionnement de ce revenu pour les bénéficiaires.

Les plans de licenciements se multiplient dans le secteur privé et les suppressions de postes dans la Fonction Publique se multiplient.

Un nouveau choc de simplification est annoncé avec la volonté d'une nouvelle loi travail type Ordonnances de 2017. Ce sont les seuils pour la mise en place des CSE dans les entreprises et la fin du monopole syndical au premier tour des élections qui sont notamment en ligne de mire du côté du patronat.

Ce sont les conditions de travail qui en pâtissent et la souffrance dans les entreprises et toutes les administrations ne cesse de s'accroître.

Dans la Fonction publique, **les agents qui ont perdu 28,5 % en 20 ans, se voient à nouveau signifier le gel du point d'indice pour 2024.** Le gouvernement avec son nouveau projet de contre-réforme de la Fonction Publique « *salaire au mérite* » et d'économie budgétaire, tout en s'attaquant aux règles statutaires actuelles en matière de rémunération **veut casser le service public, les statuts et donc continuer à dégrader les conditions de travail des agents.**

Et le ministre de la Fonction Publique, Stanislas GUERINI, avec ses déclarations provocatrices **sur la simplification des licenciements pour insuffisance professionnelle dans la Fonction Publique** ne fait qu'accroître la colère des agents au moment où leurs conditions de travail se dégradent de jours en jours dans toutes les administrations, et entreprises publiques, y compris dans l'Eure (fermetures de classes, de postes, de services, contre-réformes multiples, type choc des savoirs, plans santé, restructurations,...).

Les attaques se multiplient également au niveau de notre protection sociale collective **avec le déremboursement des médicaments, une volonté d'accroître le reste à charge pour les assurés sociaux.** C'est aussi la volonté **de s'attaquer à la prise en charge des ALD (Affection de Longue Maladie) et d'allonger les jours de carence pour arrêt de maladie.** Nous réaffirmons

également notre opposition à la contre-réforme des retraites 2023 et toutes les précédentes, l'abrogation de toutes ces contre-réformes reste une exigence, pour un retour au plus vite à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisations pour tous.

Enfin, ce sont **nos libertés individuelles et collectives qui sont remises en cause.** Le projet d'attaque **contre le droit de grève voté par le Sénat ces derniers jours en est** une des illustrations

mais pas seulement. Ce sont aussi les libertés syndicales qui sont attaquées par les politiques publiques.

Ensemble défendons nos droits et nos acquis face aux politiques d'austérité !

17 ter rue de la côte blanche - 27000 Evreux - 02.32.33.04.67 - 27.force-ouvriere.org

Merci de ne pas jeter sur la voie publique